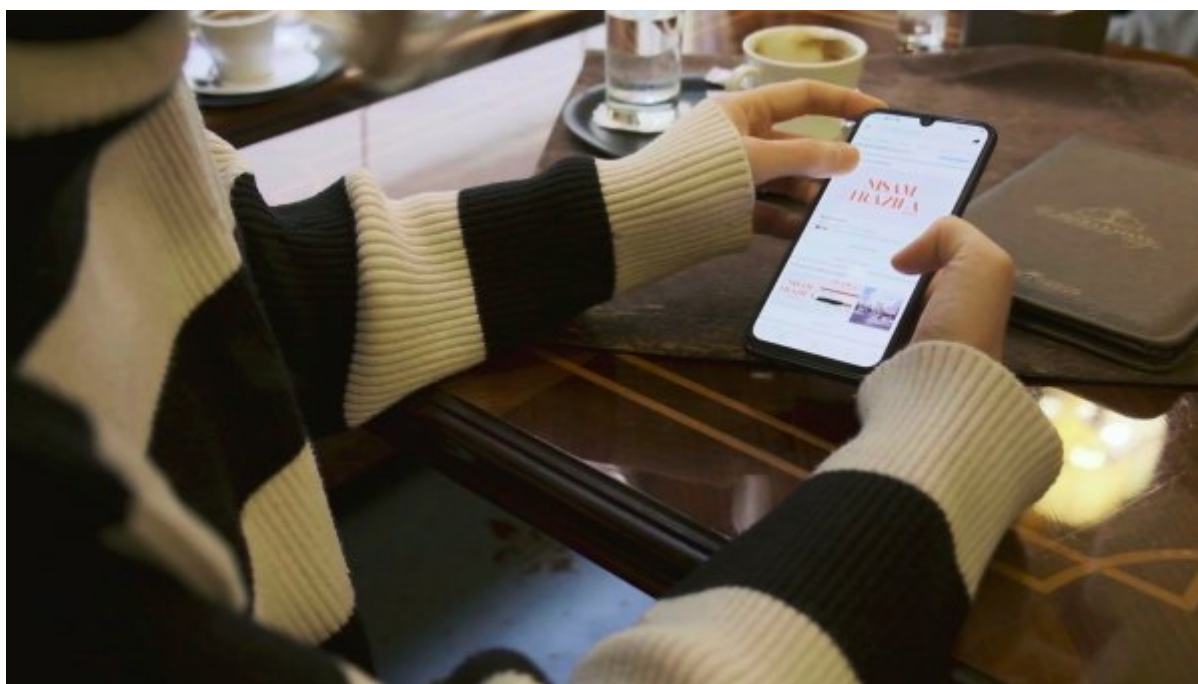


# Nisam tražila, le #metoo de Bosnie-Herzégovine

[Courrier des Balkans](#) | Correspondance particulière | mardi 16 février 2021

**Quand quatre jeunes femmes ont lancé la page Facebook Nisam tražila (« Je ne l'ai pas cherché »), elles n'imaginaient pas déclencher une telle vague de dénonciations des violences sexuelles. En trois semaines, leur vie a été chamboulée. Aujourd'hui, elles se battent pour que le mouvement change la donne en Bosnie-Herzégovine, mais aussi dans tous les Balkans.**

Par Marion Roussey



Au troisième jour, la page a été bloquée par Facebook, suite à de multiples signalements d'internautes misogynes.

*Geoffrey Brossard*

10h30, dans un café de Sarajevo. Le lieu de rendez-vous a été convenu quelques heures plus tôt par e-mail. Au fond de la salle aux lumières tamisées, Asja Krsmanović et Ana Tikvić nous attendent. Téléphones posés sur la table, leur regard en dit long sur le combat dans lequel elles se sont lancées depuis mi-janvier avec deux autres collègues, Nadine Mičić et Matea Mavrak. Les quatre femmes ont fait leurs études à la Faculté des arts du spectacle de Sarajevo, elles viennent de Bosnie-Herzégovine et de Croatie. Aujourd'hui, elles travaillent comme actrices ou réalisatrices, des carrières souvent semées d'obstacles et de violences sexistes.

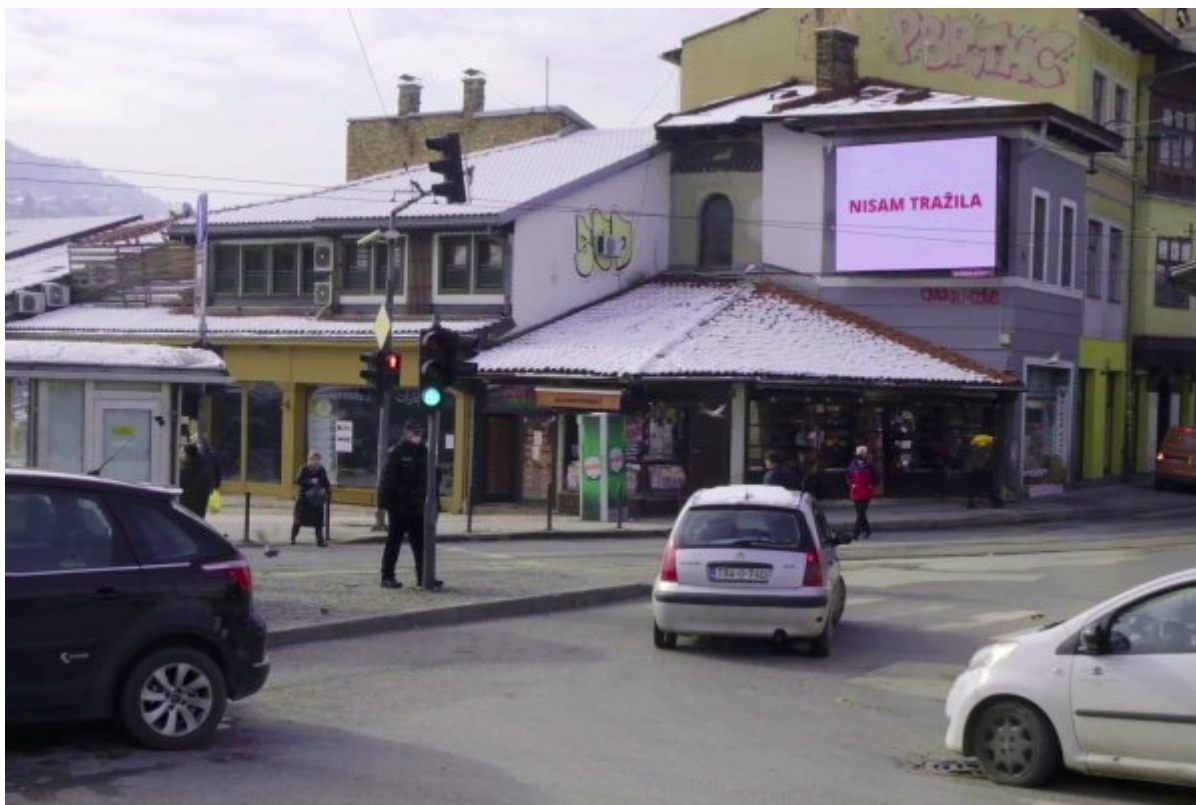
En discutant entre nous et avec d'autres amies, on s'est rendu compte que chaque femme ici avait déjà été victime de violences ou de harcèlement sexuels au moins une fois dans sa vie

Dans la nuit du 17 janvier, elles ont décidé de réagir suite aux accusations de viols [publiquement révélées](#) par l'actrice serbe Milena Radulović contre son ancien professeur de théâtre. « On s'est demandé ce qu'on pouvait faire », se souvient Asja. « On était très en colère, car en discutant entre nous et avec d'autres

amies, on s'est rendu compte que chaque femme ici avait déjà été victime de violences ou de harcèlement sexuels au moins une fois dans sa vie. Il fallait en parler, et maintenant. » Pour cela, elles ont créé une page Facebook intitulée [Nisam tražila](#) (« Je ne l'ai pas cherché »), en réponse à tous les commentaires haineux et sexistes accablant les victimes de viols de « l'avoir bien cherché » avec leur décolleté, leur mini-jupe ou simplement parce qu'elles ont été violées plusieurs fois.

La page a rapidement été inondée de témoignages et de commentaires. « Ça nous a fait beaucoup de mal, car on ne s'attendait pas à avoir autant de messages », confie Ana. En trois semaines, elles ont collecté plus de 4000 témoignages d'hommes et de femmes vivant en Bosnie-Herzégovine, en Serbie, en Croatie, au Monténégro et en Macédoine du Nord. La plupart de ces textes sont anonymes. Ils racontent des expériences souvent traumatisantes de harcèlements, d'insultes, de violences sexuelles, de viols ou d'incestes, avec des victimes parfois très jeunes.

« Ça a été comme une explosion. La parole s'est soudainement libérée. Tout le monde s'est mis à commenter et on a vu à quel point la société était polarisée », explique Asja. D'un côté, ceux qui déplorent ces violences et sont parfaitement conscients du phénomène ; de l'autre, ceux qui ne comprennent pas la notion de harcèlement et ne voient pas où est le problème. Ceux-là ont déversé leur haine sur les réseaux sociaux.



Dans les rues de Sarajevo, des panneaux publicitaires affichent leur soutien à l'initiative.  
*Geoffrey Brossard*

Au troisième jour, la page a été bloquée par Facebook suite à de multiples signalements d'internautes misogynes. Pour Asja et Ana, ce blocage est révélateur : certaines personnes veulent les faire taire. « Pour nous, c'est la preuve qu'on est en train de faire les bonnes actions au bon moment. » Pour contourner la censure, elles ont créé un groupe Facebook, plus facile à modérer, puis un [site internet](#) sur lequel elles continuent de recevoir les témoignages qu'elles catégorisent selon le type de violences.

Parmi les révélations, plusieurs visent des enseignants du monde du spectacle : à Belgrade, Sarajevo, Zagreb, Tuzla, les cas se sont multipliés et les facultés concernées ont dû réagir en se basant sur les témoignages anonymes postés sur la page. La Faculté de théâtre de Belgrade a lancé une plateforme contre les abus sexuels et exhorté les étudiants à signaler ces comportements. En Croatie, la doyenne de la Faculté des arts du spectacle Franka Perković Gamulin s'est exprimée à plusieurs reprises et a lancé un

groupe de travail et une enquête à l'encontre de plusieurs professeurs. À Sarajevo, une commission spéciale a été créée par l'Académie des arts pour la prévention du harcèlement sexuel et sexiste. « Le temps dira si leur réaction n'était qu'un coup de communication de crise ou quelque chose que ces facultés veulent réellement mettre en place », analyse Asja, prudente.

C'est à ceux qui sont élus et payés pour faire les lois et gouverner d'agir

L'initiative a également reçu le soutien de nombreuses associations locales. « Beaucoup d'ONG essaient maintenant de mettre le thème du harcèlement sur la table et de pousser des initiatives sur lesquelles elles travaillent depuis des années. C'est encourageant », juge Asja. Le groupe redirige donc régulièrement les victimes vers des structures capables de leur apporter un soutien psychologique et juridique. « Notre rôle a été de montrer que le problème existe, mais en tant que citoyennes, nous n'avons pas les outils pour le résoudre », commente Ana « C'est à ceux qui sont élus et payés pour faire les lois et gouverner d'agir. Et nous attendons d'eux des mesures concrètes », renchérit Asja.

Dans une lettre ouverte envoyée à plusieurs institutions dont le Parlement de la Fédération, les quatre femmes appellent à une profonde réforme du système législatif et éducatif, avec notamment la mise en place de centres d'urgence pour les victimes de violences sexuelles, l'intégration de l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires et des sanctions concrètes et rapides contre les auteurs de ces actes. « Le problème, c'est qu'en Bosnie-Herzégovine, on ne fait pas la distinction entre un viol et un cas de harcèlement sexuel », estime Asja. Si la notion existe théoriquement depuis 2013 et est sanctionnée par une peine allant de six mois à cinq ans de prison, dans la pratique, seules [une dizaine d'affaires](#) ont abouti à des jugements engageant la responsabilité pénale des auteurs.

En attendant des changements, Asja, Ana, Nadine et Matea continuent de collecter les témoignages. Mais après un mois de combat, la prudence reste de mise. Leur compte a été la cible de nombreuses tentatives de piratages. Le 6 février, elles ont découvert que certains tentaient d'usurper leur adresse mail pour envoyer de fausses informations.

Elles ont cependant de quoi être encouragées dans leur travail. Depuis fin janvier, le mouvement s'étend en Slovaquie. « Dans nos métiers, on dit souvent que si une scène ou un film change le point de vue d'une personne, c'est un succès. Avec cette initiative, c'est un peu la même chose mais à l'échelle de tous les Balkans », résume Asja.